

Fourniture de mobilier neuf et reconditionné (réemploi) à usage administratif et pédagogique

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°





2026F26027

SOMMAIRE

PARTIE 1. DEFINITIONS	3
-----------------------------	---

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES	3
Article 1. Contexte et objet du contrat	3
Article 2. Structure et forme du contrat	4
Article 3. Durée du contrat.....	6
PARTIE 3. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
Article 4. Intervenants	7
Article 5. Conditions d'exécution d'ordre technique et environnemental	7
Article 6. Ajustement et annulation de commandes	8
Article 7. Suivi des prestations et engagements du titulaire	8
Article 8. Vérifications des prestations	8
Article 9. Plan de progrès	9
Article 10. Clause de réexamen	9
Article 11. Obligations du titulaire	10
PARTIE 4. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	12
Article 12. Caractéristiques des prix.....	12
Article 13. Conditions de paiement	14
PARTIE 5. SANCTIONS ET LITIGES	16
Article 14. Pénalités.....	16
Article 15. Autres sanctions	17
Article 16. Règlements des litiges.....	18
PARTIE 6. DISPOSITIONS DIVERSES.....	18
Article 17. Protection des données à caractère personnel	18
Article 18. Echanges entre les parties	20
Article 19. Fin du contrat.....	20
Dérogations au CCAG-FCS	21

PARTIE 1 - DEFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en procédure adaptée (Articles L.2213-1 et R.2123-1 - Code de la commande publique). Sous réserve de la prise en compte des dérogations prévues par le présent CCAP, le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

PARTIE 2 - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. CONTEXTE ET OBJET DU CONTRAT

■ 1.1. Objet des prestations

Le contrat a pour objet la fourniture de mobilier pour l'université Lumière Lyon 2. Les besoins couvrent notamment :

- Le mobilier administratif (bureau, sièges, tables de réunions, caissons...) ;
- Le mobilier pédagogique (tables et chaises destinées aux salles d'enseignement, chaires de professeurs, équipements d'amphithéâtre et autres mobiliers dédiés aux espaces pédagogiques...) ;
- Le mobilier ergonomique adapté aux besoins des agents et des étudiants reconnus en situation de handicap.

Les prestations du marché comprennent le transport des fournitures, leur livraison sur site et le cas échéant, leur installation, montage et assemblage et si nécessaire, la reprise ou l'évacuation de l'ancien mobilier.

Seuls les produits inscrits au BPU pourront être commandés par l'acheteur. Le recours aux catalogues du titulaire pourra être autorisé, à titre exceptionnel, pour la satisfaction de besoins accessoires et non récurrents.

■ 1.2. Lieux d'exécution

Ces prestations se dérouleront sur tous les sites de l'université Lumière Lyon 2 :

- Campus Porte des Alpes et son site rattaché Vinatier (Bron)
- Campus Berges du Rhône et son site rattaché Rachais (Lyon)

■ 1.3. Exclusivité

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat. En échange, l'opérateur s'oblige, en toutes hypothèses et sauf cas expressément prévus ci-dessous, à exécuter ses prestations.

Par exception au principe d'exclusivité :

- L'exclusivité du titulaire du présent marché est levée si, dans le cadre d'une opération de travaux, un lot spécifique à la fourniture de mobilier est inclus ;
- S'agissant des lots relatifs au mobilier administratif neuf et au mobilier reconditionné ou issu du réemploi, l'exclusivité du titulaire du lot n° 1 (mobilier administratif neuf) ne s'applique pas lorsque l'acheteur décide de recourir à du mobilier reconditionné ou issu du réemploi relevant du lot n° 4. Réciproquement, l'exclusivité du titulaire du lot n° 4 (mobilier reconditionné ou issu du réemploi) ne s'applique pas lorsque l'acheteur décide de recourir à du mobilier administratif neuf relevant du lot n° 1. Le choix entre ces deux catégories de mobilier relève de la seule appréciation de l'acheteur, en fonction de ses besoins, contraintes et objectifs, sans que ce choix puisse être contesté par les titulaires concernés.
- L'acheteur se réserve la possibilité d'avoir recours à un autre prestataire pour les prestations de reprise/évacuation du mobilier existant, lorsque le titulaire n'est pas en mesure d'exercer cette prestation ou que le sort réservé au mobilier ne correspond pas aux attentes de l'université (sur appréciation de l'université).
- En cas de défaillance fautive du titulaire, ou d'impossibilité pour lui de répondre temporairement aux clauses du marché, l'acheteur se réserve le droit de faire exécuter des prestations par un autre prestataire.

■ 1.4. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du contrat sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières ;
- Le cahier des clauses techniques particulières ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fourniture et services (CCAG-FCS), sous réserve des dérogations explicitement apportées par le présent CCAP ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cadre de réponse technique et environnemental (CRTE) ;
- Les bons de commande ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.
- Le catalogue du titulaire pour la satisfaction de besoins accessoires et non récurrents.

Les conditions générales de vente émises par le titulaire, ses fournisseurs ou ses sous-traitants ne sont pas applicables à l'accord-cadre.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve de toutes les pièces et documents contenus dans le dossier de consultation des entreprises (DCE).

Le caractère contractuel du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fourniture courante et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et du Code de la commande publique est expressément reconnu.

Par dérogation à l'article 4.2 du C.C.A.G-FCS, la notification de l'accord-cadre se matérialisera uniquement par la transmission par l'acheteur public au titulaire, d'une copie de l'acte d'engagement.

ARTICLE 2. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ 2.1. Forme du contrat et allotissement des prestations

Le présent marché se décompose en 5 lots juridiquement distincts, tels que détaillés ci-dessous.

Chaque lot est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande tel que défini aux articles R.2162-2 à R.2162-6.

En application de l'article R.2162-4 2° du Code de la commande publique, chaque lot est passé **sans montant minimum mais avec un montant maximum en valeur** (se référer aux actes d'engagement).

Objet des lots	Montants maximums sur la durée totale (2 ans et 6 mois)
Lot n° 1 : Fourniture de mobilier administratif neuf	300 000 € HT
Lot n° 2 : Fourniture de mobilier pédagogique neuf	280 000 € HT
Lot n° 3 : Fourniture, installation et maintenance des amphithéâtres	600 000 € HT
Lot n° 4 : Fourniture de mobilier administratif reconditionné et/ou issu du réemploi	360 000 € HT
Lot n° 5 : Fourniture de mobilier ergonomique adapté aux personnes en situation de handicap	120 000 € HT

Tous les lots de l'accord-cadre s'exécutent au fur et à mesure de l'émission de bons de commande selon les besoins de l'acheteur, dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

L'émission des bons de commande peut être réalisée jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

■ 2.2. Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de **fournitures**. Néanmoins, certaines commandes peuvent nécessiter la mise en œuvre de prestations de service accessoires (installation de mobilier, conseil d'aménagement, rénovation le cas échéant pour les amphithéâtres...).

■ 2.3. Présentation des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a été adressé, ou, à défaut de consultation dans un délai de 4 jours ouvrés à compter de la date d'envoi du document, à l'issue de ce délai.

Les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire par courriel ou courrier jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. En conséquence, la durée de validité des bons de commande est égale à la durée de validité de l'accord-cadre augmentée du délai susceptible de s'écouler entre l'émission du dernier bon de commande et la réception des fournitures et prestations correspondantes.

Seuls les bons de commande signés par la ou les personnes habilitées par l'acheteur pourront être honorés par le ou les titulaires et ouvriront droit à paiement (le ou la Président.e de l'Université Lyon 2 ou toute autre personne ayant reçu une délégation à cet effet). Ils sont émis sur la base des prix mentionnés dans le bordereau des prix unitaires.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Nom exact de l'acheteur (campus/direction/service),
- Nom et adresse du titulaire,
- Numéro et date de l'accord-cadre,
- Numéro et date du bon de commande,
- Numéro de l'engagement juridique,
- Lieu et dates de réalisation des prestations,
- Adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- Désignation et quantité des prestations à réaliser,
- Délais maximaux de réalisation des prestations,
- Montant total hors taxes de la commande,
- Taux et montant de la TVA,
- Montant total TTC,
- Délais laissés, le cas échéant, au titulaire pour formuler ses observations.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire dispose d'un délai de cinq jours ouvrés à compter de la notification d'un bon de commande pour présenter, sous peine de forclusion, ses observations. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté sans réserve.

En toute hypothèse, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, seul à avoir qualité pour formuler des observations à l'acheteur.

Dans tous les cas, **aucune prestation ne peut débiter sans la notification préalable, par l'acheteur, d'un bon de commande au titulaire.** La résiliation ou la non-reconduction de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation ou de non-reconduction. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

■ 2.4. Présentation des ordres de service

Les décisions, ordres ou remarques relatifs à la conduite et au contrôle de l'accord-cadre ainsi que les modalités prévues à l'accord-cadre pour l'exécution des prestations peuvent se concrétiser par des ordres de services signés, datés et numérotés.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Sous réserve de l'article 23.4 du CCAG-FCS, le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul qualité pour formuler des observations à l'acheteur.

ARTICLE 3. DUREE DU CONTRAT

■ 3.1. Durée initiale du contrat

Le contrat est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification. La date exacte de la notification du contrat sera celle de la transmission par l'acheteur de l'acte d'engagement signé par les deux parties.

■ 3.2. Reconduction du contrat

Le contrat peut être reconduit tacitement par période de 1 an, dans la limite d'une durée de maximale de 4 ans.

L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat avant la date de fin de la période d'exécution en cours. Cette notification est adressée soit par lettre recommandée avec accusé de réception soit via le profil acheteur (plateforme PLACE).

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat. La décision de ne pas reconduire le contrat s'imposera dès lors au titulaire sans que ce dernier ne puisse la contester ou demander une quelconque indemnisation. En cas de non-reconduction, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

■ 3.3. Prestations similaires

Pour le présent marché, l'acheteur pourra, conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, passer avec le titulaire des marchés négociés sans mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans un délai de trois ans à compter de la notification du contrat.

ARTICLE 4. INTERVENANTS

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'université Lumière Lyon 2, représentée par son Président ou sa Présidente en exercice :

Université Lumière Lyon 2
18 quai Claude Bernard
69007 Lyon
Site internet : www.univ-lyon2.fr

■ 4.1. Représentants de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-FCS, ce ou ces représentants peuvent ne pas disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

■ 4.2. Représentants du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. Ce sont les interlocuteurs privilégiés de l'université Lyon 2 pour toute question d'ordre contractuel, administratif et opérationnel. Ils ont une connaissance approfondie du contrat et ils disposent de la qualité et de l'autorité nécessaires pour assurer la gestion et le bon fonctionnement du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Le titulaire informe, sans délai, l'acheteur de toute modification des interlocuteurs désignés.

ARTICLE 5. DELAIS D'EXECUTION

■ 5.1. Délai d'établissement d'un devis

Les services de l'acheteur ont la possibilité de solliciter le titulaire d'une demande de devis avant de passer commande. Chaque devis doit être transmis dans les **3 jours ouvrés maximum** qui suivent la sollicitation de l'acheteur. A défaut, le titulaire s'expose à une pénalité de retard.

Le devis devra comporter à minima les informations suivantes :

- Le nom de l'acheteur ;
- La référence du marché ;
- Le type de prestation ;
- Le prix de la prestation en application des prix figurant au bordereau des prix (HT et TTC) ;
- Le nom et les coordonnées d'un correspondant.

■ 5.2. Délais de livraison des fournitures (délai d'exécution)

Le délai d'exécution (délai de livraison) des bons de commandes émis au titre du contrat est fixé à 6 semaines calendaires (le candidat a la possibilité de proposer dans le cadre de réponse technique un délai de livraison plus favorable - dans ce cas, le délai proposé se substitue à celui souhaité par le groupement). Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas les délais mentionnés, celui-ci s'expose à une pénalité de retard.

Une prolongation du délai d'exécution peut toutefois être accordée par l'acheteur dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Si le titulaire du marché ne peut effectuer la livraison dans le délai prévu, il est tenu d'informer l'émetteur de la commande sans délai, en lui indiquant le ou les motifs. L'acheteur se garde la possibilité d'annuler toute commande n'ayant pas encore été exécutée sans que le titulaire ne puisse prétendre à quelconque indemnité. En revanche, les pénalités restent dues.

Nota : les livraisons partielles ne seront pas autorisées (sauf accord préalable du service émetteur du bon de commande, et à ce titre exceptionnel).

ARTICLE 6. CONDITIONS D'EXECUTION ET SPECIFICATIONS D'ORDRE TECHNIQUE ET ENVIRONNEMENTAL

L'ensemble des prescriptions techniques et environnementales sont détaillées dans le CCTP. Dans ce cadre, il est notamment fait application des articles L.2112-2, L.21123 et R. 2111-10 du Code de la commande publique en prévoyant les conditions d'exécution et spécifications techniques intégrant des considérations environnementales.

ARTICLE 7. CONSTATATION DE L'EXECUTION

■ 7.1. Niveau d'obligation prévu au contrat

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat pour l'ensemble des prestations. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ 7.2. Opérations de vérification des prestations

Les prestations objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives destinées à constater qu'ils répondent aux stipulations du marché.

Les vérifications quantitatives et qualitatives des commandes sont effectuées par le service émetteur de la commande. Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, la vérification peut avoir lieu sans la présence du titulaire.

Les opérations de vérification sont effectuées conformément aux dispositions du CCAG-FCS. A l'issue de celles-ci, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 8. SUIVI DES PRESTATIONS ET DES ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

A date anniversaire du marché puis tous les ans, le titulaire est tenu d'effectuer un reporting précis à l'acheteur sur les éléments suivants :

1) Qualité environnementale des produits :

- Part et montant HT des dépenses, sur le total des dépenses, relatives à des produits intégrant de la matière recyclée et liste des fournitures concernées ;
- Part et montant HT des dépenses, sur le total des dépenses, relatives à des produits écolabellisés et liste des fournitures concernées ;
- Part et montant HT des dépenses, sur le total des dépenses, relatives à la fois à des produits reconditionnés ou issus du réemploi et intégrant de la matière recyclée liste des fournitures concernées (lot n°4 seulement) ;

2) Distance parcourue : nombre de kilomètres parcourus pour les fournitures commandées ; moyens de transport utilisés et nombre de fois où une livraison pour l'acheteur a pu être mutualisée ;

3) Insertion sociale et professionnelle : si le titulaire met en œuvre, dans le cadre de l'exécution des prestations réalisées spécifiquement pour l'acheteur, des mesures favorisant l'inclusion sociale et

l'insertion professionnelle par l'emploi, il fournit un reporting détaillant le nombre d'heures réalisées au titre de ces dispositifs ainsi que la nature des tâches effectuées par les personnes concernées.

- 4) **Plan de progrès** : suivi des indicateurs qui auront été définis par les parties dans le cadre de la mise en œuvre du plan de progrès.

Le titulaire est invité à proposer des éléments complémentaires pouvant permettre d'affiner l'analyse mais également de prendre des décisions d'amélioration du service rendu.

Ce rapport doit être transmis au service de la commande publique, des achats et des assurances de l'université sous un délai de 20 jours calendaires à compter de la date anniversaire du contrat.

ARTICLE 9. PLAN DE PROGRES

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du contrat.

Dans cette perspective, les parties pourront élaborer conjointement un plan de progrès à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

Le plan de progrès s'articule autour des axes définis, ci-après :

- Technique : améliorer la qualité des prestations ;
- Environnemental, social et sociétal : améliorer l'ensemble des prescriptions prévues au présent marché en faveur d'un meilleur impact sur le développement durable (il est notamment attendu du titulaire qu'il puisse communiquer ses chaînes d'approvisionnement pour les références les plus commandées).

Les axes de progrès peuvent être complétés conjointement par les parties dans le cadre du plan de progrès. Les parties peuvent présenter des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de la première période d'exécution. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir annuellement un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées, et le cas échéant, propose des ajustements du plan de progrès initial.

Les parties détaillent dans le plan de progrès les objectifs ciblés, les indicateurs de mesure de la performance, les actions et moyens à la charge des parties, les ressources mobilisées par chacune des parties et le calendrier prévisionnel de chacune des actions.

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations de l'accord-cadre, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant. Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations de l'accord-cadre, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courriels entre les parties.

ARTICLE 10. CLAUSE DE REEXAMEN

Dans un objectif d'optimisation, d'amélioration continue et d'adaptation des prestations, et conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, les parties conviennent que le présent contrat pourra faire l'objet de modifications concertées sans mise en concurrence, dès lors que ces ajustements répondent à l'intérêt du service et respectent le cadre réglementaire.

Cette faculté de modification peut être exercée consensuellement, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans les cas suivants :

- En cas d'évolution significative de l'indice de référence du marché, ou si 90% du montant maximum est atteint en cours d'exécution et que le montant restant est manifestement insuffisant pour couvrir les besoins prévisionnels jusqu'au terme du contrat, il sera possible de réévaluer le montant maximum de l'accord-cadre, dans la limite de 20% du montant maximum initial.
Cette faculté ne peut être activée qu'une seule fois tout au long de l'exécution du contrat.

- En cas de de rupture de stock durable d'une référence identifiée ou de la disparition d'une référence, les parties pourront s'accorder à tout moment sur la substitution des produits venant en remplacement de ceux prévus au BPU initial. Le prix de ces nouvelles références, dont les performances doivent être au moins équivalentes, sera au plus égal à celui des produits auxquels ils se substituent.
- En cas d'évolution technique ou technologique de certaines références du BPU, les parties pourront s'accorder à tout moment sur le principe d'une substitution des produits venant en remplacement de ceux prévus au BPU initial. Le prix de ces nouvelles références, dont les performances doivent être au moins équivalentes, sera au plus égal à celui des produits auxquels ils se substituent.

La substitution d'une référence du BPU par un autre est subordonnée à l'accord préalable de l'acheteur. Le titulaire est tenu de l'informer par tous moyens, de la nature et de l'importance des changements devant intervenir sur ces fournitures. Cette information devra être accompagnée des données techniques et écoresponsables liées à ces changements. Le titulaire devra également joindre le bordereau de prix modifié en fonction de ces éléments.

Toute modification de l'accord-cadre, quel qu'en soit le montant ou la portée, fera l'objet d'un avenant formalisé ou d'une décision de modification unilatérale de l'acheteur, qui entrera en vigueur à compter de sa notification officielle au titulaire.

ARTICLE 11. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

- ❖ Délais : le titulaire s'engage à respecter les délais contractuels dès la notification du marché, pour l'organisation des prestations. Les cas de force majeure ou d'empêchement manifestes nécessitent d'être signalés au plus vite au prescripteur et restent toutefois soumis à l'appréciation du donneur d'ordre. Par ailleurs, ces cas de force majeure n'excluent pas l'application des pénalités si les raisons invoquées sont jugées insatisfaisantes par l'acheteur, ou de nature à ne pas dégager la responsabilité du titulaire.
- ❖ Connaissance des sites de l'acheteur : Le titulaire est réputé connaître les lieux de livraison et les problèmes de manutention qui pourraient en découler. Le titulaire devra ainsi s'assurer, pour le choix des camions de livraison, des conditions d'accès aux lieux de déchargement. Le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les campus ou faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconques, pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent CCP. Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérifications des divers documents contractuels.
Par dérogation à l'article 21.4 du CCAG-FCS, aucun frais supplémentaire de livraison découlant de difficultés exceptionnelles de manutention ne sera dû par le groupement.
- ❖ Transmission d'information au personnel du titulaire : Il est de l'obligation du titulaire de :
 - D'informer le personnel placé sous son autorité des diverses consignes de sécurité générales et particulières propres à l'acheteur et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés. Nota : l'accès des livreurs dans les locaux des établissements est soumis aux règles de sécurité et aux conditions d'entrée propre à toute personne étrangère aux établissements.
 - De mettre à la disposition du personnel placé sous son autorité des outils, matériels et moyens de prévention conformes à la réglementation en vigueur et à leur faire connaître les consignes liées à leur emploi ;
 - De faire savoir à leur personnel que les prestations seront arrêtées si les consignes de sécurité prévues n'étaient pas respectées.
 - Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution ni à indemnité.
- ❖ Obligation de conseil et d'information : Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution. Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

- ❖ Obligation de discrétion : le titulaire est tenu d'appliquer et de faire appliquer à l'ensemble de son personnel, et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, le secret professionnel et l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données ou illustrations, dont il a ou aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution du marché. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers.

Tout manquement à l'obligation de discrétion ainsi que toute disparition momentanée ou irrémédiable de documents justifient la mise en œuvre immédiate, à l'encontre du titulaire, des poursuites prévues par les articles 411-5 à 411-7 et 226-13 et 226-14 du code pénal.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'acheteur à résilier le marché aux torts du titulaire, ou aux frais et risques de ce dernier.

- ❖ Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption : durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat. Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

- ❖ Responsabilité et réparation des dommages : Sauf mention contraire dans le CCAP, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire. Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit, la prestation qu'il réalise ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

- ❖ Assurances : le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

Le défaut d'assurance est une cause de résiliation aux torts exclusifs du titulaire.

- ❖ Obligation de vigilance : le titulaire remet :
 - 1) Avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :
 - Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi,

conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;

- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales)

2) Tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

- ❖ **Sous-traitance** : le titulaire du présent marché s'engage à exécuter personnellement l'ensemble des prestations prévues au contrat. Conformément à l'article L.2193-1 du Code de la commande publique, les fournitures ne peuvent pas faire l'objet d'une sous-traitance.

PARTIE 4 - PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

ARTICLE 12. CARACTERISTIQUES DES PRIX DU CONTRAT

■ 12.1. Nature et contenu des prix

Les prix du contrat sont **unitaires**.

Les prix du contrat comprennent :

- Les frais afférents à l'exécution des prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (ex : frais de déplacement) ;
- Le suivi contractuel ;
- Les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- Les assurances tous risques (couvrant notamment le matériel, le personnel et les dommages causés aux personnes et aux matériels) y compris les éventuels coûts de mise en œuvre de ces assurances en cas d'accident (franchise, etc.). Ces charges, sujétions, frais liés et frais d'assurances susmentionnés ne peuvent donc pas être facturés en tant que tels hors de la vie du marché puisqu'ils sont déjà inclus dans les prix contractualisés ;
- La livraison des produits Franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable.

En cas de cotraitance conjoint ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

D'une manière générale, les prix sont réputés complets sans qu'aucune prestation supplémentaire ne soit facturée à l'Université Lumière Lyon 2.

■ 12.2 Offres promotionnelles

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

■ 12.3. Révision des prix

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS, les prix du contrat sont révisibles semestriellement, à la date anniversaire du contrat, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule de révision suivante :

$P = P0 * (\text{Indice 1} / \text{Indice 0})$	
P	Prix révisé
P0	Prix de l'offre initiale (ou issus de la révision précédente)
Indice 0	Valeur de l'indice définitif publié au jour de la remise de l'offre initiale (ou utilisé lors de la révision précédente)
Indice 1	Valeur de l'indice définitif publié au moment de la demande de révision

L'indice de référence, publié par l'INSEE, est l'indice **CPF 31.01 « Meubles de bureau et de magasin - Prix de base - Base 2021 - Données mensuelles brutes »** (identifiant n°010763969).

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs des indices seront effectués avec au minimum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut).
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Cette formule de révision est exclusive de toute autre. Aucune autre méthode ne pourra donner lieu à modification du prix.

Modification d'un indice :

- En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalité ;
- En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par l'administration.

■ 12.4. Modalités de révision des prix

Il appartient, sous peine de forclusion, à la partie la plus diligente d'effectuer la demande écrite de révision des prix et de motiver cette révision, par courrier recommandé avec accusé de réception ou via le profil acheteur (plateforme PLACE), un mois calendaire avant la date anniversaire semestrielle du marché (date de notification + 6 mois, puis tous les 6 mois). Cette demande se traduira par la transmission d'une proposition de bordereau de prix.

A compter de la réception de la demande de révision, l'autre partie dispose d'un délai d'un mois

calendaire pour notifier sa décision d'acceptation des nouveaux prix, de correction ou de rejet.

Le silence de l'autre partie à l'issue de ce délai, vaut acceptation de la demande de révision (sous réserve de l'application du butoir et de la clause de sauvegarde).

Malgré le jeu de la formule de révision, l'acheteur admettra, lors de chaque révision, une augmentation maximale des prix du titulaire (chaque prix étant traité individuellement sur le bordereau des prix) de 5 % par semestre. Si les prix venaient à dépasser ce seuil, il pourra être fait application de ce butoir sur les prix initiaux pour déterminer les nouveaux prix de l'accord-cadre.

La décision de mise en œuvre de la présente clause butoir se traduira par la correction puis le renvoi du bordereau des prix (pour annulation et substitution). La décision sera notifiée par tous moyens au titulaire de l'accord-cadre. Cette clause butoir ne s'applique pas à la baisse des prix. Dans tous les cas, et quand bien même, une acceptation tacite de la révision des prix serait acquise par le titulaire, l'Université pourra toujours faire application de ce butoir à tout moment.

ARTICLE 13. CONDITIONS DE PAIEMENT

■ 13.1. Avance

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-FCS, l'option qui est retenue pour le régime des avances est l'option A. Le titulaire indique à l'acte d'engagement sa décision de percevoir ou non des avances durant l'exécution de l'accord-cadre.

■ 13.2. Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les demandes sont adressées en montant HT et TTC. Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur au moment du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture
- Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- Le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- Les dates de réalisation des prestations ;
- Le numéro du contrat ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- Le taux de TVA applicable ;
- La désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- Les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant ainsi que leur montant HT et TTC.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L.2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées doivent être adressées à l'université en renseignant les informations

suivantes :

- Le SIRET de l'université Lyon 2 en tant que destinataire de la facture : 196 917 751 00014 ;
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande (45 + 8 chiffres) ;
- Le code service : COMPTABILITE (agence comptable)

En cas de défaillance ou incohérence constatée dans la facturation des prestations, le titulaire disposera d'un délai de 15 jours francs pour régulariser la situation par l'émission d'une facture rectificative. Ce délai court à compter de toute demande de l'acheteur en ce sens. En cas de non-respect de ce délai, le titulaire s'expose à l'application de la pénalité prévue à l'article 14 du présent CCAP.

■ 13.3. Périodicité des paiements

Dans le cas où l'exécution d'une prestation est inférieure à 3 mois, le paiement de chaque prestation commandée intervient en une seule fois après l'admission ou la décision d'admission avec réfaction des prestations. Dans ce cas, le commencement d'exécution des prestations ne donne pas lieu à des versements à titre d'acomptes.

Dans le cas où l'exécution d'une prestation est supérieure à 3 mois, la périodicité des acomptes est fixée au maximum à 3 mois et le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Nonobstant, lorsque le titulaire de l'accord-cadre est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2151-13 du Code de la commande publique, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, le délai prévu à l'article R.2191-22 est ramené à un mois à la demande du titulaire.

■ 13.4. Régime des paiements

Les paiements partiels et les acomptes n'ont jamais un caractère définitif avant l'établissement du solde du bon de commande.

■ 13.5. Délai de paiement

Le délai global de paiement est de **30 jours** conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la commande publique, le défaut de paiement dans le délai légal donnera lieu au versement d'intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

En application de l'article D. 2192-35 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement de 30 jours pourra toutefois être suspendu par décision de l'ordonnateur en application des articles R. 2192-27 et suivants du Code de la commande publique. Il notifiera à son cocontractant sa décision et les raisons l'ayant justifiée, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-28 dudit Code.

■ 13.6. Modifications financières pour circonstances imprévues

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances

imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du contrat, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent contrat, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du Code de la commande publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties. La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies par l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire. Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

PARTIE 5 - SANCTIONS ET LITIGES

ARTICLE 14. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à l'application de pénalité. Sauf exception, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Le présent article déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS. Les pénalités pour retard ne sont pas soumises à un montant plafond et le titulaire ne bénéficie d'aucun seuil d'exonération des pénalités. Le montant total des pénalités n'est donc pas limité.

Les pénalités sont cumulables entre elles pour un même fait.

Conformément à l'instruction fiscale n°13 du 25/01/2006, les pénalités seront indiquées et appliquées en euros hors taxe non soumis à la TVA.

L'application d'une pénalité est sans effet sur les actions civiles ou pénales pouvant être intentées par l'acheteur à l'encontre du titulaire du marché. Aussi, il est expressément convenu entre les parties que l'application des pénalités par l'acheteur public n'a aucunement un caractère libératoire pour le titulaire du marché ; le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractées et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Faits générateurs	Pénalités applicables
Retard de production d'un devis	Pénalité forfaitaire de 30€ par jour ouvré de retard, à partir du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution est expiré
Retard de livraison ou d'installation des fournitures	Pénalité forfaitaire de 100 € par jour calendaire de retard, à compter du lendemain du jour d'expiration du délai contractuel d'exécution
Non-respect de la commande, de la gamme produits ou du niveau de qualité	- Non-respect de la commande : 100% de la valeur de la commande non-respectée (remboursement ou avoir) ou échange sous 48h ouvrées entièrement aux frais du titulaire - Gamme non-respectée ou niveau de qualité non-respecté (dont défaut) : 100 % du montant de la commande (remboursement ou avoir) ou échange des produits entièrement aux frais du titulaire
Fournitures reçues en mauvais état	Retour et échange entièrement aux frais du titulaire (refus de livraison le cas échéant) ou 100% du montant de la commande
Retard de transmission du bilan statistique et des éléments de reporting	Pénalité de 20€ par jour calendaire de retard à compter du lendemain de la date limite d'envoi des éléments à l'acheteur (date semestrielle d'anniversaire du contrat)
Non-respect des obligations à caractère environnemental	Pénalité forfaitaire de 150€ par manquement constaté
Défaillance dans la facturation des prestations	Pénalité de 40€ par jour calendaire de retard à compter de l'expiration du délai de 15 jours francs accordé au titulaire pour régulariser/rectifier une facture (notamment suite à des incohérences devis-avoirs-factures)
Découverte d'une sous-traitance non-déclarée	Pénalité forfaitaire de 300€ par manquement constaté (l'absence de déclaration d'un sous-traitant après mise en demeure de l'acheteur conduira à l'application d'une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard).

Pour chaque violation contractuelle non susmentionnée, une pénalité forfaitaire d'un montant minimum de 50€ et pouvant aller jusqu'à 1 000€ maximum pourra être appliquée (le montant de la pénalité sera apprécié de manière discrétionnaire par l'université au regard de la nature de la nature et de la portée réelle du manquement constaté).

ARTICLE 15. AUTRES SANCTIONS

■ 15.1. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ 15.2. Résiliation pour faute

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, en cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat

ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier, sans mise en demeure préalable, le contrat aux torts du titulaire. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

Outre les cas de résiliation prévues au CCAG de référence, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché :

- En cas de non-respect des obligations définies à l'article 3.2 du CCTP ;
- Dans l'hypothèse d'une carence répétée.

Le décompte de résiliation à la suite d'une décision de résiliation pour faute du titulaire est établi conformément à l'article 41.3 du CCAG-FCS. Ce décompte, une fois arrêté par la personne publique, est ensuite notifié au titulaire.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut, à la date de sa notification.

ARTICLE 16. REGLEMENT DES LITIGES

Conformément à l'article 43.1 du CCAG-FCS, l'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises><https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Par dérogation à l'article 43.2 du CCAG-FCS, le mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai d'un mois courant à compter du jour où le différend est apparu. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Lyon
184 rue Duguesclin
69433 Lyon
Téléphone : 04 78 14 10 10
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr
Télécopie : 04 78 14 10 65

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

PARTIE 6 - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'acheteur est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du RGPD. Le titulaire communique à l'acheteur, dans les jours suivants la notification du contrat, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, ou à défaut celle de son référent RGPD.

Pendant toute la durée du contrat, le titulaire est autorisé à collecter et traiter, pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel **strictement nécessaires à l'exécution des prestations**,

c'est-à-dire les données ayant pour finalité principale la connaissance des lieux de livraison, des contacts sur site et éventuellement des intervenants.

Les données pouvant être traitées sont notamment le nom, le prénom, la fonction, les coordonnées professionnelles, les allergies alimentaires et environnementales. Lorsque le traitement porte sur des données « sensibles »¹ telles que les allergies alimentaires en ce qu'elles constituent des données de santé, le titulaire met en œuvre des mesures renforcées de confidentialité.

Pendant toute la durée du contrat, le titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées au regard de la nature des données traitées et des risques présentés par le traitement (contrôle d'accès, confidentialité, sécurisation des échanges, sauvegarde, suppression sécurisée).

Sous-traitance du traitement : lorsque le titulaire (sous-traitant au sens RGPD) fait appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur (responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique. Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) ou tout autre document équivalent.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard de l'acheteur, de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le titulaire informe l'acheteur de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

Exercice des droits des personnes concernées : le titulaire assiste l'acheteur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, pour répondre aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Violation de données à caractère personnel : Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance et par courriel (dpo@univ-lyon2.fr). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance. Le titulaire assiste l'acheteur dans la préparation des notifications à la CNIL et, le cas échéant, des communications aux personnes concernées.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

Sort des données : au terme du contrat, le titulaire restitue à l'acheteur ou détruit, selon les instructions de celui-ci, l'ensemble des données à caractère personnel et supprime les copies existantes, sauf obligation légale de conservation. Le titulaire justifie auprès de l'acheteur de la destruction.

¹ Les données sensibles sont des données pouvant révéler l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale ; les données génétiques ou biométriques ; les données concernant la santé, la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique ; les données relatives aux condamnations pénales et aux infractions.

ARTICLE 18. ECHANGES ENTRE LES PARTIES

■ 18.1. Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui ont lieu entre l'acheteur et le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

■ 18.2. Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans la réponse du titulaire) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent via le profil acheteur PLACE.

ARTICLE 19. FIN DU CONTRAT

■ 19.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, l'acheteur pourra à tout moment mettre fin de manière anticipée à l'accord-cadre ou à des bons de commande pour un motif d'intérêt général par décision de résiliation unilatérale qui devra être notifiée avec accusé de réception au titulaire de l'accord-cadre. Le titulaire n'a droit à aucune indemnité, y compris pour la part des frais et investissement éventuellement engagés pour l'accord-cadre ou un bon de commande et strictement nécessaire à son exécution.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 43.2 du CCAG-FCS. Ce décompte, une fois arrêté par l'acheteur, est ensuite notifié au titulaire.

■ 19.2. Certificat de bonne exécution

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ 19.3. Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

L'article 1.4 du CCAP déroge aux articles 4.1 et 4.2 du CCAG-FCS
L'article 2.3 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS
L'article 2.4 du CCAP déroge à l'article 3.8.2 du CCAG-FCS
L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 3.3 du CCAG-FCS
L'article 7.2 du CCAP déroge aux articles 27.3 du CCAG-FCS
L'article 11 du CCAP déroge aux articles 21.4 du CCAG-FCS
L'article 12.3 du CCAP déroge aux articles 10.2.2 du CCAG-FCS
L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS
L'article 15.2 du CCAP déroge à l'article 41.2 du CCAG-FCS
L'article 16 du CCAP déroge à l'article 43.2 du CCAG-FCS
L'article 19.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 1.2 dernier alinéa du CCAG-FCS, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.



Documents et liens utiles :

[Code de la commande publique \(legifrance\)](#)
[CCAG Fournitures courantes et services 30 mars 2021](#)